

« il nous faut autant de combativité et d'imagination que les Lip »

Michel Rocard

Lors du Conseil National Michel Rocard a été conduit à faire sur Lip une déclaration importante.

Déclaration préalablement discutée avec nos camarades de Lip et particulièrement Charles Piaget qui a participé dimanche aux travaux des commissions. Après avoir expliqué les raisons de l'échec de Giraud dont « le projet industriel n'était pas de taille », Michel Rocard explique comment un projet industriel s'est ébauché, et pourquoi il est aujourd'hui en danger du fait de l'incompétence et de l'aveuglement politique du Ministre Charbonnel. On comprendra en lisant cette déclaration les raisons du silence relatif que nous avons observé au cours de la dernière période, et qui n'avait rien à voir, bien au contraire, avec une quelconque baisse d'activité de notre part !

CE qu'il me faut dire maintenant, c'est que le projet est en grand danger. Il y a un risque fort qu'il avorte. Qu'est-ce qui bloque donc ? Trois choses : il manquait en effet quelques boulons à serrer pour que la mécanique du projet soit tout à fait finie, tout à fait parfaite. C'est vrai. Ça n'était pas grave puisqu'il s'agissait, en fait, soit de l'importance des commandes publiques à assurer à la nouvelle entreprise, soit de l'accord d'industriels qui ne voulaient pas se mettre mal avec la puissance publique, mais sentaient l'intérêt économique et financier de l'affaire. Donc, en fait, ce n'était pas un vrai blocage, il dépendait de la puissance publique. Le vrai blocage est double.

Une banque nationalisée, **la Société Générale**, a refusé sa participation au capital. Et l'argumentation donnée fut purement politique. Camarades, si vous avez vos comptes à la **Société Générale**, il est urgent d'en changer, ce n'est qu'un tout petit début d'une riposte qu'il nous faudra bien plus ample.

Cela veut dire, en effet, que cette banque nationalisée n'a pas reçu les ordres qui convenaient de son patron qui est l'Etat. Du côté des pouvoirs publics, à quoi assiste-t-on ? Il y a le téléphone dans Paris, le téléphone direct et celui que — de façon un peu raciste — on appelle le téléphone arabe, et les échos sont unanimes : dans bien des secteurs du gouvernement, on hésite. Il y aurait même, de-ci, de-là, non seulement une neutralité, mais même une neutralité fort bienveillante. Parfois même une neutralité qui voudrait dépasser le stade de la bienveillance pour passer à celui de l'intervention, mais... Mais Monsieur le Ministre de l'Industrie, **M. Charbonnel**, qui n'a rien fait sur ce dossier depuis le début, qui ne le connaît

pas, dont les collaborateurs n'ont pas fait leur métier, même en appui à M. Giraud qui avait pourtant une mission de puissance publique, qui a d'abord démontré par là son incompétence avant même l'orientation de ses choix politiques, est au moins, lui, fermement enraciné dans une conviction, c'est que si une solution industrielle apparaît, elle démontrera que lui n'était pas compétent. Alors, il faut qu'il la casse. Et s'il est compétent sur quelque chose, c'est en droit, pour traiter du dossier de Lip, malheureusement.

Et c'est ce qui fait que dans cette situation d'hésitation où probablement un Marcellin souhaiterait une solution de punition, où probablement un Gorse souhaiterait une solution sociale, où, pour le moment, le reste, le ministre des Finances notamment, est d'un silence total, de même que le président de la République, mais silence hésitant, silence fort hésitant.

C'est le ministre de l'Industrie, probablement appuyé par le conseiller social du Premier ministre, qui a décidé de faire casser l'affaire. Vous lisez ce matin dans la presse (« le Figaro », « Combat », « l'Humanité ») les extraits d'une réponse de M. Messmer à Georges Séguy et Edmond Maire qui lui avaient écrit pour demander une entrevue conjointe, pour lui demander son opinion à lui, Premier ministre, sur le projet de développement industriel.

La réponse du Premier ministre se caractérise par quelques éléments importants : **refus de l'entretien, un retour historique sur la négociation où il fait porter la responsabilité de la rupture sur quelques dirigeants syndicaux**, ce qui est, à mon sens, erroné. Je parle de la rupture avec Giraud, et quant à

l'affaire actuelle, il affirme tout gentiment que « **les concours industriels et financiers n'ont pu être réunis** ». Je pense vous avoir donné la démonstration qu'il ne dépendait que de l'Etat.

Cependant, la fin de la lettre est une réaffirmation que la puissance publique cherche une solution ; mais il y a au passage l'idée qu'on tient une solution pour le département d'armement, c'est-à-dire démantèlement déjà, et qu'on cherche encore pour l'horlogerie. Or, précisément dans le cas de l'horlogerie, la reconversion technique et commerciale de Lip est d'une difficulté telle qu'elle supposait pendant deux ans d'être irriguée par les bénéfices espérables sur l'armement. C'est-à-dire que le démantèlement est une condamnation de la solution horlogerie.

vers de grandes initiatives

La lettre du Premier ministre ouvre le doute aussi sur un autre point : il parle — j'ai la citation là — de la recherche d'une solution qui préserve les intérêts des travailleurs, les intérêts de la marque et de l'industrie horlogère française. Or, précisément, la seule solution qui pourrait éventuellement se présenter, c'est que le créancier principal de l'ancienne affaire Lip — **Ebauches S.A.** — reprenne ce qu'il en reste et fasse alors une filiale purement suisse, d'une stratégie purement suisse, et que les travailleurs soient de nouveau dans une société multinationale complètement dépendante.

Voilà quelle est la situation actuelle.

L'enjeu d'aujourd'hui, c'est précisément que des opérations de transport de machines doivent permettre cette remise en route du secteur d'armement de manière à bien casser, comme l'a voulu Charbonnel, la solution industrielle prévue dans son ensemble. **Et c'est pour ça que Piaget est à Besançon pour essayer de faire que cette « affaire » ne se fasse pas.**

Alors, qu'en est-il aujourd'hui ? Eh bien ! ce que le Bureau National souhaitait qu'il soit dit au Parti, c'est ceci :

Nos camarades de Lip ne sont pas des « jusqu'au-boutistes », et le PSU qui les soutient non plus. Nous savons ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Nous sommes décidés à tout faire en faveur d'une solution possible dans le cadre actuel, il n'est pas question de défendre la pureté doctrinale du courant autogestionnaire jusqu'au dernier des Lip. Il est question de mettre un terme à l'inquiétude de 1.200 travailleurs et de leurs familles ; mais que veut-on ? Une vingtaine, une trentaine de plaintes sont dépo-

sées ; s'il n'y a pas de solution, les accusés de vol ou de recel seront innombrables. **Pendant six mois, quinze, vingt procès, en va s'en occuper ; c'est le calme social que cherche le gouvernement ? Vous imaginez Piaget en prison pour vol, il est directement inculqué !** Voilà l'automatisme de la machine judiciaire quand elle continue; il y a quelques jours, des inspecteurs de police, sur la routine, ont pénétré chez Noëlle Dartevel, la responsable du syndicat CGT, à la suite des inculpations pour recel, ça a puissamment contribué à l'unité des travailleurs, merci, Monsieur Marcellin, merci.

Dans ces conditions, quels sont les mots d'ordre ? Il faut dire qu'une solution est possible, il faut savoir l'imposer ; il faut dire qu'un certain patronat, une certaine fraction des pouvoirs publics veulent la punition des travailleurs de Lip, et nous leur interdirons. Il faut dire, en outre, que Charbonnel veut sauver la face à son incompetence. Et c'est cela qui doit être incriminé. Camarades, notre Parti n'est pas puissant sur le plan administratif, n'attendez pas des consignes de la Direction Nationale pour découvrir dans la presse les résultats des assemblées générales des travailleurs de Lip et passer dans le pays tout entier à l'application des souhaits et des consignes qu'ils pourront donner. Au delà même des décisions, manifestations, meetings, marches sur Besançon ou nouvelle marche sur Paris, nous ne le savons pas, c'est aux travailleurs d'en décider. Au delà même des décisions qu'ils prendront et que vous connaîtrez par voie de presse, et avant que nous ayons le temps de vous les répercuter.

Il faut savoir que de grandes initiatives nationales sont possibles, elles doivent être prises et elles seront prises dans l'unité retrouvée. Il faudra, notamment, s'occuper d'une certaine banque nationale, etc.

Depuis trois semaines, nous avons, d'un commun accord, tous, les travailleurs de Lip, la CFDT et le PSU, observé un silence relatif pour permettre la naissance et le développement d'un projet industriel et montrer à cette occasion le sens de ses responsabilités du mouvement ouvrier.

Car la condition de naissance de ce projet industriel, c'était aussi qu'il y ait un interlocuteur responsable.

Il est pratiquement au point ; le problème est de le faire déboucher, ça n'est plus l'époque du silence, maintenant, c'est au plan national. Il nous faut avoir autant de combativité et d'imagination que les Lip. On en aura !

Michel ROCARD. ■